

Société  
**Il a fini par  
tabasser son  
oncle** P 6

**La première  
erreur du  
Président  
Ouattara**

P 7



**10 conseils** pour  
réussir aux examens  
**Les pièges  
à éviter !** P 6



LE

# LIBERAL

*Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 021- Mercredi 25 mai 2011 - 250 F CFA / Etranger 1€

## Editorial

### Les locomotives de l'intégration régionale

Le processus d'intégration régionale s'apparente à un train. Il est fait de wagons qui s'imbriquent les uns dans les autres pour former un tout. Mais il faut impérativement une locomotive pour impulser le mouvement d'ensemble. Dans le domaine de l'intégration, les locomotives sont généralement des pays grands ou puissants. Mais le Togo a été à sa manière une bonne locomotive sans être ni l'un ni l'autre.

A la tête d'un pays qui fait partie des plus petits de la sous-région par la taille, Feu le Président Eyadéma a longtemps entretenu la flamme de l'intégration au sein de la CEDEAO en tandem avec l'ancien Président Yacoubou Gowon du Nigéria. Ces deux géants politiques ont reçu à Abuja il y a tout juste quelques mois un hommage historique pour leur rôle de pionniers. Hasard ou juste retour des choses, cet hommage aux pères fondateurs de la CEDEAO est intervenu à quelques mois seulement d'intervalle de la désignation du Togo pour assurer la présidence tournante de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine.

Il y a tout juste une semaine, Lomé a attiré des sommités et non des moindres pour ausculter le rythme de l'intégration africaine dans le cadre du colloque organisé par la fondation Paxafricana : Jerry Rawlings, Olusegun Obasanjo, Thabo M'beki, Béchir ben Yahmed... cela fait belle lurette que le Togo n'avait pas réuni autant de dignitaires africains au mètre carré.

De part leur culture et leur inclination naturelle, les Togolais sont crédibles quand ils évoquent l'intégration régionale. Le sentiment est si répandu que la tenue du sommet extraordinaire de l'UEMOA à Lomé à la fin de ce mois sonne comme le réveil d'une locomotive de l'intégration qui sort d'une longue léthargie. ■

La Rédaction



Premier Anniversaire de l'Accord RPT/ UFC

## Un parcours sans accrocs majeurs

 P 3

**Le Président Faure  
lance le programme  
de la plate-forme  
multifonctionnelle  
à Gapé-Dzaticpo** P 3

**Dahuku PERE  
soutient la  
nouvelle loi sur  
les manifestations** P 2

## L'Etat-major de l'alliance en conclave Dahuku Pere soutient la nouvelle loi sur les manifestations

Les membres du comité politique de l'Alliance Démocratique pour la Patrie (ALLIANCE) étaient en conclave à Lomé il y a tout juste quelques jours. Une réunion de haut niveau qui a permis au parti présidé par Maurice Dahuku PERE de se pencher sur les derniers événements socio politiques sur le plan national et international.

Estimant que les derniers développements de la situation à l'échelle nationale, africaine et mondiale interpellent le parti ALLIANCE, le Président national qu'on n'avait plus entendu depuis sa désertion de « la plage » et son départ du FRAC, a déploré les divisions fratricides qui empêchent les différentes familles politiques nationales d'évoluer vers la réconciliation nationale qui est selon lui, la seule voie pour sortir de la crise que nous vivons aujourd'hui.

Se prononçant sur le dialogue inclusif et surtout sur la loi sur les manifestations publiques votée par l'assemblée nationale, M. Dahuku PERE a déclaré : « Nous en sommes arrivés à une situation qui satisfait pratiquement tout le monde. En tous cas à partir du



moment où les associations qui s'occupent des droits de l'homme estiment que la situation est satisfaisante, nous l'acceptons, car nous avons été également associés à l'amélioration de cette loi, et donc nous demandons aux autres de l'accepter parce que ce n'est pas en un seul jour qu'on construit le pays.»

Une fois de plus, le Président de l'ALLIANCE n'a pas manqué de regretter le manque de cohésion et de convergence de vues au sein de l'opposition, une carence qui ne permet aucunement la naissance d'une stratégie efficiente de sortie de crise pour le Togo.

Au-delà du désaveu de la stratégie du FRAC axée sur les marches et

veillées de prières à la bougie interminables, Dahuku PERE avait évoqué l'incompatibilité d'humeur avec le Président d'OBUTS, Messan Agbéyomé Kodjo. PERE a exhorté ses camarades de l'opposition à ne pas trop demander au peuple estimant qu'il appartenait désormais aux leaders de prendre leur responsabilité.

Un an après avoir prêché dans le désert, Dahuku PERE reprend du service. Au sein de son parti qui affûte déjà les armes pour les prochaines échéances électorales, on entend dire que leur leader pourrait jouer un grand rôle dans le cadre du dialogue inclusif. ■

A. KILI

## Lomé, Ville des grandes rencontres Le retour d'une tradition qu'on croyait perdue

Avec les troubles socio politiques de l'ère démocratique togolaise, on croyait notre capitale définitivement déclarée « Ville non grata ». Plusieurs grandes rencontres internationales, à commencer par les célèbres conventions ACP/ UE, se sont déplacées vers d'autres cieux plus cléments.

La rupture de la coopération avec l'UE, a compliqué la donne. Au fil des années, la capitale togolaise a été désertée comme une ville fantôme après une malédiction des dieux. Le pays tout entier est même passé sur la liste rouge des destinations à risques sur le plan touristique. L'industrie hôtelière en a beaucoup souffert et plusieurs joyaux dans ce domaine sont passés à la banqueroute et à la fermeture inévitable.

Les togolais étaient en train d'oublier, la mort dans l'âme, ce passé glorieux et cette longue et riche tradition de terre d'hospitalité et d'accueil, quand ces derniers mois, la Ville de Lomé est citée pour accueillir le prochain sommet de l'UEMOA. Ils étaient nombreux ces togolais à croire que ce sommet se tenait parce que leur président est le Président en exercice de l'organisation sous régionale.

La semaine dernière, c'était le colloque international de PAX AFRICANA, à la veille de ce colloque des experts formateurs des administrations douanières de l'Afrique de l'Ouest et du Centre étaient en atelier d'accréditation. La capitale togolaise renoue sans bruit avec la tradition des grandes rencontres internationales.

Mais le chemin du retour définitif à la normalité est semé d'embûches. ■

Schmidt EZA.

### Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication  
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction  
Schmidt EZA  
BRHOOM Kwamé  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Infographie  
Raphaël AHIBLÉ

Adresse  
585, Av du Grand Séminaire  
Hédzranawoé  
Tél: +228 239 04 45  
+228 915 87 53  
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie  
Service Compris

Tirage  
2000 exemplaires

## Sujet de la semaine: Accord RPT/UFC, un an après : Quel impact sur la situation sociopolitique ?

Antoine AFANOU, Journaliste Nana FM



Il est, à mon avis, important de dissocier le social du politique dans l'évaluation de l'impact de l'accord RPT/UFC, un an après. Car s'il est vrai que plusieurs projets tant sur le plan d'équipements urbains, d'infrastructures routières, que du renforcement des capacités productrices des populations rurales, de grands progrès ont été faits, il n'en demeure pas moins vrai que la plupart de ces projets avaient été élaborés plusieurs mois voire années avant la signature du fameux accord. La contribution de l'UFC m'y paraît donc absente. Cet accord n'a non plus changé grand-chose du point de

vue des dimensions politiques à partir du moment où les marches hebdomadaires de l'ANC qui étaient au départ de l'UFC se poursuivent et le gros lot des militants de l'UFC qui sont restés à l'ANC continuent à mener une opposition catégorique à « tout », ce qui était attribué à l'UFC. Cet accord demeure en définitive l'accord d'une personne avec le RPT ; ce qui fait que les nominations de préfets, d'ambassadeurs et autres se font toujours attendre. Le bilan officiel des principaux acteurs dudit accord nous édifiera sur les éventuels impacts dont je n'ai pas eu vent. ■

Emmanuel Vivien TOMI, DP Plume Libre



L'accord intervenu entre le RPT, parti au pouvoir et l'UFC, de l'opposant Gilchrist Olympio marque un tournant décisif suite à l'élection de mars 2010, malgré les avis divergents. Cet accord a le mérite de faire gagner le pari de la non-violence au Togo suite à une élection problématique comme celle de mars 2010. Vous savez, le Président Faure Gnassingbé et le Leader de l'UFC, Gilchrist Olympio ont voulu par cet accord pacifier le pays et peut-être aussi qu'on tend vers une alternance pacifique. C'est la première fois que l'UFC participe au gouvernement, c'est vrai aussi que d'autres partis de

l'opposition avaient déjà participé au gouvernement.... Il faut même dire que la participation du leader de l'UFC, Gilchrist Olympio à des événements éventuels comme la cérémonie de la flamme de l'indépendance, les Journées Portes Ouvertes sur l'Armée et autres encore, intervient dans le contexte de cet accord. Le premier atout de cet accord, c'est la pacification du pays surtout après la présidentielle de mars 2010. D'autant plus que la gestion de l'après élection pose toujours des problèmes dans de nombreux pays en occurrence au Togo. ■

Atcha Tanko, DP Lettre de la Kozah



Un an après l'accord historique intervenu entre les deux principales forces politiques du Togo à savoir le RPT et l'UFC, il faut d'abord saluer le mérite d'une telle démarche qui a permis de recadrer le débat politique. L'entrée au gouvernement de l'UFC et la cohabitation jusqu'ici sans bruit participe à la réelle décrispation de l'atmosphère politique. A partir du moment où aucune des parties n'a levé le ton pour dénoncer des choses de

cet accord dans sa mise en œuvre, c'est dire qu'un autre Togo est possible au-delà des intérêts partisans. Alors une fois que le climat politique est apaisé de l'intérieur, les partenaires internationaux sont mis en confiance en termes d'investissements. Les togolais abusés des décennies durant par des querelles politiques stériles perçoivent l'avenir avec plus de sérénité. ■

## Premier Anniversaire de l'Accord RPT/ UFC Un parcours sans accrocs majeurs

Le 26 mai 2010 lorsque le Président national de l'Union des Forces de Changement annonçait son choix de signer « La Paix des Braves » avec le parti au pouvoir dont le candidat venait de remporter au premier tour l'élection présidentielle, plusieurs observateurs au premier rang desquels les anciens lieutenants du vieux leader, ne donnaient pas douze mois de vie à l'attelage improbable RPT-UFC. Et pourtant...

### Sept ministres au départ

Tout est parti de l'entrée au gouvernement Hounbo II de sept ministres de l'UFC. Ce « partage du pouvoir » avait été perçu par bon nombre d'observateurs comme un marché de dupes duquel l'UFC sortirait totalement perdante. « La plupart des dispositions de cet accord ne seront jamais respectées par la mouvance présidentielle » prédisaient certains qui arguaient de la mauvaise foi du RPT. Pour la majorité des togolais, l'expérience était unique pour qu'on ne la vive pas surtout qu'elle consacre un rapprochement, jadis impensable, mais aujourd'hui porteur d'espérance et d'espoir dans le processus d'apaisement et de réconciliation nationale.

### Un comité de suivi de l'accord présidé par le Président national de l'UFC

Entre autres garde fous censés sécuriser la bonne exécution de cet accord, les deux parties s'étaient accordées sur la mise sur pied d'un comité de suivi présidé par



Gilchrist Olympio lui-même. Outre la supervision de cet accord, ce comité devait se charger de réfléchir et d'apporter éventuellement des propositions dans le sens des réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Après les luttes internes dans l'UFC qui ont éloigné le Président national pour quelques semaines, le Comité de suivi a pu se réunir pour quelques séances qui ont posé des bases importantes sur des sujets d'importance comme la limitation du mandat présidentiel, le découpage électoral,...etc. Le comité aurait pu atteindre des avancées spectaculaires si une partie de la classe politique togolaise qui ne supportait plus d'être en dehors de ce débat national, n'avait montré toute son

hostilité à l'occasion des réflexions du comité sur le type de régime politique à envisager pour le Togo.

### Des nominations dans les institutions et administrations

Après les ministres, plusieurs cadres de l'UFC ont été nommés, en respect de cet accord, à des hautes fonctions dans l'administration (directeurs de cabinet, préfets) et dans les grandes institutions de la république comme la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Reste maintenant les nominations dans les ambassades et autres représentations consulaires.

### Un fair-play confirmé à l'occasion

### de la célébration consensuelle du 27 Avril 2011

C'est donc côte-à-côte et dans une cohésion ouvertement affichée que la mouvance présidentielle et l'UFC collaborent au grand bonheur et étonnement des togolais qui y voient d'ailleurs le plus palpables des signes de l'apaisement et de la réconciliation en vue de la réconciliation tant souhaitée.

Pour la première fois depuis quarante ans, la fête de l'Indépendance est célébrée dans l'union, même s'il faut reconnaître qu'elle ne sera jamais parfaite. La participation de Gilchrist Olympio à la réanimation de la flamme de l'indépendance et sa présence à l'Etat major des FAT lors des Journées Portes Ouvertes sur les Forces de défense et de sécurité resteront des moments inoubliables de la marche de notre peuple vers la réconciliation de ses fils et filles.

Cette entente cordiale unique dans l'histoire de notre pays a été réaffirmée notamment dans le règlement de l'affaire des bustes de la place de l'indépendance. Le RPT ayant vite fait de tenir compte de la position de son partenaire de l'UFC. Un an après cet acte historique, on peut dire que les signataires ne se sont pas gourés et que la bonne foi est restée jusqu'ici la chose la mieux partagée au sein de ces deux formations qui ont alimenté durant des décennies un long feuilletton de larmes et de sang dont les Togolais étaient à la fois des spectateurs impuissants sinon des victimes collatérales silencieuses. ■

Schmidt EZA

## Le Président Faure lance le programme de la plateforme multifonctionnelle à Gapé-Dzaticpo

Ambiance festive inhabituelle hier à Gapé-Dzaticpo localité située dans la préfecture de Zio. Le chef de l'Etat Faure GNASSINGBE et une forte délégation gouvernementale y étaient pour une cérémonie hautement importante : le lancement du programme de la plateforme multifonctionnelle qui se résume en des infrastructures constituées de moteurs diesel entraînant divers outils de transformation de produits agricoles. 25 communautés réparties sur toute l'étendue du territoire nationale choisies sur la base d'une étude de faisabilité, bénéficient de ce programme de la plateforme dans sa phase pilote dont le coût de réalisation est estimé à près de 476 millions de nos francs et financé à 70% par l'Etat Togolais. Désormais, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour ces localités où tout se faisait à la main, nécessitant l'effort physique avec des conséquences énormes sur la santé des populations. Les femmes ne passeront plus toute leur



journée à piler des noix de palme, à concasser manuellement les noix, parcourir des distances pour moudre du maïs et que sais-je encore?...La machine prend désormais la place de l'homme grâce au moulin, décortiqueuses, malaxieuses, concasseuses égrenieuses, presses à huile etc. Les retombées sur le plan économique sont énormes. Cela

devra contribuer à l'augmentation des revenus des femmes des groupements ruraux et à la création d'emplois dans les communautés d'implantation de plateformes multifonctionnelles. Elles pourront dans une large mesure augmenter la production locale grâce à l'énergie électrique disponible, susciter la création de micro entreprises et par

ricochet des emplois. Les élèves ne devraient plus également avoir du mal à lire leur leçon et avoir des informations à partir des mass medias comme la télévision. L'un des temps forts de cette cérémonie de lancement de la plateforme multifonctionnelle a été les échanges directs entre le chef de l'Etat et les portes parole des différents groupements bénéficiaires. « J'ai bien compris votre message vous êtes satisfaites, vous êtes contentes, mais vous voulez plus c'est normal et nous sommes conscients » a laissé entendre le chef de l'Etat Faure GNASSINGBE répondant aux remerciements et aux doléances des représentantes des femmes. Il faut dire que cette cérémonie de lancement de la plateforme a été couplée de l'inauguration de l'Unité de Soins Périphérique dans le canton de Gapé Dzaticpo. Avant le Togo, l'initiative des plateformes multifonctionnelles a été expérimentée avec succès par le Ghana, le Burkina Faso et le Sénégal. ■

P Fabrice

## Cinq Ans après sa création Le Nid se reconstruit avec une touche de féminité



Le NID a soufflé ses cinq bougies le 19 mars 2011. Pour marquer l'évènement plusieurs manifestations sont programmées au cours de cette année. La priorité a porté sur les femmes du parti qui étaient en convention le 14 mai au Centre communautaire de Bè autour du thème : «Engagement et responsabilité des femmes en politique pour l'enracinement de la Démocratie» Pour le Président du parti, Gabriel Sassouvi Dosseh Anyron, il était important de « donner aux dames des structures et des moyens de devenir plus responsables et de prendre en main leur auto promotion en politique. » La convention a débouché sur la création d'un Conseil Général pour représenter les femmes du parti sur le plan national. Les femmes du parti

déclaration finale ont félicité le Chef de l'Etat pour la prise en charge subventionnée de la césarienne au Togo, lui ont apporté leur encouragement pour la poursuite de sa politique d'apaisement et de réconciliation nationale. La convention n'a pas passé sous silence les problèmes de la vie chère. L'une des plus importantes résolutions est celle qui est relative à la mise sur pied pour les échéances électorales futures d'une Commission Electorale Nationale Indépendante technique, ceci pour éviter, selon les militantes du parti, les antagonismes partisans, sources de violences post électorales. Le moins qu'on puisse dire, c'est que au niveau du NID, la reconstruction se fait au féminin. ■

A. KILI

## Culture politique Les changements de postes sont-ils toujours des représailles ?

Notre pays a du chemin à faire pour asseoir une nouvelle culture politique axée sur les résultats. En politique tout comme au cinéma le casting est décisif. Malheureusement, dans l'imaginaire collectif les postes politiques et les grandes responsabilités dans les administrations et institutions nationales sont perçues comme des récompenses destinées aux plus fidèles ou tout simplement aux plus zélés. La conviction s'est vite enracinée et surtout bien entretenue que les proches du président ou du parti sont inamovibles dans leur fonction. Les incompétences avérées, les insuffisances de résultats, les fautes lourdes ne sont nullement des motifs de remplacement à la tête des institutions. Les accords politiques et les concessions qui les caractérisent, les considérations géopolitiques et la promotion du genre n'autorisent pas non plus des aménagements dans la répartition et l'occupation des postes de responsabilité. Au Togo tout remplacement ou toute mutation d'un cadre au

sein du gouvernement et de l'administration sont décrits comme des actes de représailles et de règlement de comptes contre l'intéressé. De Gilbert Bawara à Kokou Gozan, du Ministre Nagou à Kokou Tozoun en passant récemment par le Procureur Robert Bakaï, les prétendus dessous de démissions et débarquements annoncent des gestes d'ingratitude de l'autorité ou des actes d'insubordination et de trahison chez les démis. Tout se présente comme si les serviteurs de la république ne sont ni soumis aux résultats, ni au besoin du service public. Hier encore, on accusait le pouvoir d'offrir des postes à vie à ses plus fidèles militants. Aujourd'hui, c'est le contraire. Tout jeu de chaises musicales cache un règlement de comptes. Et pourtant l'administration tire sa vitalité du renouvellement permanent des élites, une sorte d'alternance à petite échelle qui permet d'injecter du sang nouveau dans ce grand organisme qu'est l'Etat. ■

La Rédaction

## Cour des Comptes Les juges expliquent leur mission

La presse togolaise a été édifiée la semaine dernière quant à la mission de la Cour des Comptes de notre pays. C'était jeudi dernier que les 27 magistrats de la Cour ont organisé une journée d'information pour expliquer le rôle et les prérogatives de cette institution.

Le Président de la Cour des Comptes, Me Tankpadja Lalles a indiqué que «L'existence de la Cour des Comptes a permis de mettre un terme à un certain nombre de pratiques en vigueur dans le passé». Il a par ailleurs laissé entendre que dans les semaines à venir, les magistrats prêteront serment devant le Chef de l'Etat et le président de la Cour Suprême. Ceci leur permettra d'entrer effectivement en fonction pour honorer la mission qui est la

leur.

Il faut rappeler que les magistrats de la Cour des Comptes sont nommés pour un mandat de 6 ans renouvelables une seule fois. La Cour des comptes elle-même est une juridiction financière de l'ordre administratif dont la mission principale est de contrôler la régularité des comptes publics de l'Etat, des établissements publics et des entreprises publiques. Elle a pour rôle d'informer les institutions de la République notamment le Parlement, le gouvernement et l'opinion publique sur la régularité des comptes effectués dans l'exercice budgétaire entre autres. ■

BRHOOM Kwamé

## La « loi Bodjona » toujours dans le collimateur du FRAC



Elle aura connu de fervents partisans et d'acharnés détracteurs, la fameuse loi sur les réunions et manifestations publiques. Depuis le 13 mai dernier on s'est dit que tout était consommé avec le vote de la loi par l'Assemblée Nationale. Mais c'était sans compter avec l'acharnement de l'ANC et de ses alliés dont le sommeil semble être troublé depuis que le tout premier alinéa de cette loi a été rédigé. Alors le FRAC semble déterminé à passer à la vitesse supérieure : la désobéissance civile pure et simple. . Après les marches et prières pour faire barrage à ce projet de loi, c'est la désobéissance civile qui sera expérimentée dans les jours à venir, ont annoncé les leaders du FRAC, au cours d'une conférence de presse vendredi dernier. Une fois de plus le FRAC appelle les populations à rester mobilisées. Un appel de plus... ■

FAB



**DIRECTION GENERALE**

# TOGO TELECOM

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE

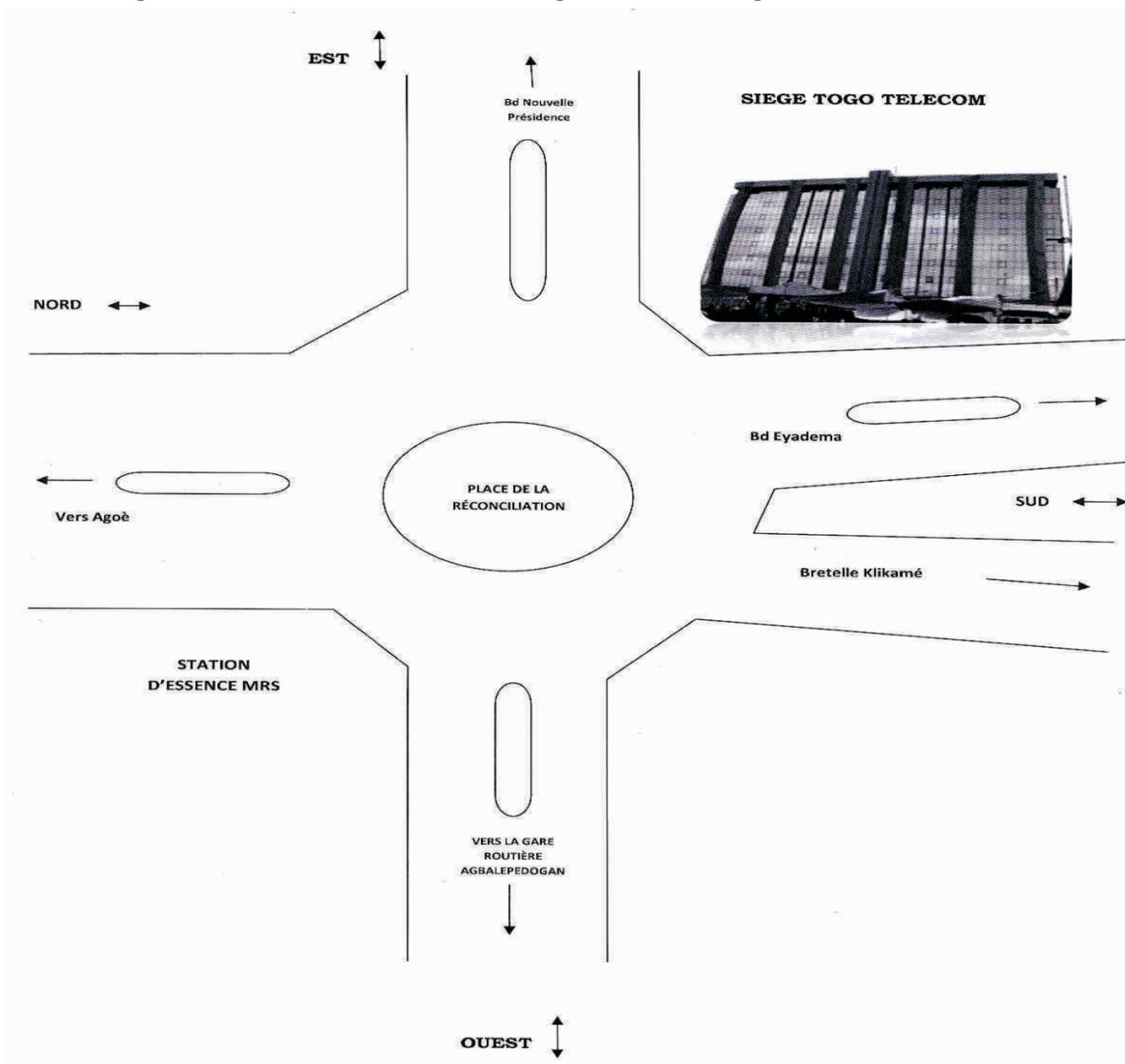
## COMMUNIQUE

TOGO TELECOM a le plaisir d'informer son aimable clientèle ainsi que ses partenaires qu'elle déménage pour compter du 9 mai 2011, son siège social et sa Direction Générale des locaux de l'Avenue Nicolas GRUNITZKY sis à Nyékonakpoè, pour la Place de la Réconciliation, quartier ATCHANTE située à l'intersection Boulevard EYADEMA, Boulevard Nouvelle Présidence, bretelle Klikamé-Agoènyivé, route gare routière Agbalépédogan.

Toutes les correspondances doivent dorénavant être adressées aux coordonnées suivantes :

**TOGO TELECOM**  
**Place de la Réconciliation, Quartier ATCHANTE**  
**B.P 333 Lomé-Togo**  
**Tel. : (+228) 221 44 01 : 253 44 01**  
**Télex: 5245 TG**  
**Fax: (+228) 221 03 73**  
**E-mail: spdgtgt@togotel.net.tg**

TOGO TELECOM vous présente toutes ses excuses pour les éventuels désagréments que cette opération de déménagement aurait pu vous causer et vous remercie pour votre compréhension



## Société: Il a fini par tabasser son oncle

La famille d'Olivier K. est une famille africaine comme les autres. Solidarité africaine obligeant une vingtaine de personnes, des tantes, des cousins, des demi frères et sœurs vivent dans la maison que le papa d'Olivier, un jeune tâcheron-géomètre avait laissé avant de quitter ce monde. Olivier était l'aîné de deux autres frères et d'une sœur utérine. En avril 2009, lors des obsèques du géomètre, une jeune femme était apparue avec un petit garçon de trois ans, le nouveau benjamin de la famille. Les parents ont failli rejeter la femme et son rejeton, n'eut été l'effroyable ressemblance du petit à son géniteur clandestin, le petit Alfred n'aurait jamais eu le droit de se retrouver sur la liste des potentiels héritiers du géomètre. A cinquante ans l'homme était propriétaire de plusieurs terrains à travers la ville de Lomé. Qui travaille à l'hôtel vit de l'hôtel. Outre la grande maison dans laquelle toute la grande famille était venue s'entasser pour se chercher individuellement, le père d'Olivier était en chantier sur deux autres terrains. Avant l'apparition du petit Alfred, Elise la première épouse disait que son mari construisait pour chacun de ses garçons. Le 10

avril dernier, c'était l'anniversaire du décès de papa. A cette occasion comme de coutume en Afrique, une messe avait été demandée par les enfants. Toute la maisonnée était à l'église à l'exception de Paul, le jeune frère du défunt. Il avait trouvé une belle excuse pour ne pas y être. Ce dimanche là, il avait déjà programmer voyager pour apporter des vivres à leur vieille maman au village. Au retour, il s'est empressé de rendre visite à un ami géomètre de son grand frère défunt. Celui-ci était accidenté et alité à l'hôpital. Considéré comme un second père, c'est ce dernier qui permis de recenser tout l'héritage foncier du défunt. Un recensement sur lequel d'ailleurs, il n'y avait pas unanimité. Plusieurs membres de la famille soupçonnaient Paul et l'ami géomètre d'être de connivence pour soustraire du partage, quelques biens qu'ils se sont réservés. L'absence de Paul n'a pas été digérée par Olivier qui voulait saisir l'occasion de ce second anniversaire pour consolider la cohésion familiale tout en préservant pour de bon les intérêts des veuves et des autres orphelins. Le défi était énorme et surtout très risqué pour un jeune étudiant de 21 ans qui

parallèlement à ses études devait se battre au quotidien pour garder sa mère au foyer tout en assurant le bien être de ses jeunes frères et sœurs. La situation a toujours été difficile face à une famille qui trop tôt a porté son regard et ses espoirs sur la richesse de leur fils géomètre. Au décès du papa, Olivier n'avait que 19 ans et n'avait surtout pas chapitre aux discussions sur l'avenir de la famille et surtout la gestion du patrimoine de son défunt père. C'est donc sous ses yeux innocents et impuissants que les deux mini bus acquis par son père pour le service transport ont été liquidés, pour disaient-on régler une dette contractée dans le cadre de sa profession. Plus grave encore, il n'avait pas été consulté dans la mise en vente de deux terrains en vue de la finition des chantiers que son père avait pu achever à Lomé. Depuis la construction dans des conditions financièrement très critiquables, il avait été question que certains parents iraient habiter dans une maison et l'autre serait en location. Ce qui devait permettre à Olivier et ses frères et sœurs de vivre un peu plus à l'aise dans la première maison familiale. Depuis plus d'un an, rien de tout cela n'a été fait. La gestion

des maisons en location a été calamiteuse. Plusieurs fois, Olivier avait dû forcer la main aux locataires pour prendre l'argent du loyer pour régler des frais familiaux dans l'urgence. Le pire est presque arrivé quand son oncle et certaines tantes ont décidé de répudier sa maman en l'expulsant de la maison sous prétexte qu'elle avait un amant et qu'elle ne saurait rester à leur charge tout en entretenant une autre liaison avec un autre homme. Olivier avec le soutien de sa plus jeune tante ont pu s'opposer à cette démarche familiale. Sa jeune tante lui avait dit qu'une fois leur maman dehors ce serait sa fin ainsi que celle de ses frères et sœurs. Olivier avait bataillé dur avec le soutien d'un avocat pour dissuader la famille d'exclure sa maman de la demeure familiale. C'est fort de ce succès, qu'il a pris sur lui d'organiser à l'occasion du second anniversaire du décès de son père une réunion familiale de clarification et de cohésion familiale. A l'issue de cette réunion il attendait de chacun qu'il joue son rôle afin que les ayants droits ne souffrent d'aucune injustice. Il entendait prendre ses responsabilités de père de la famille et prendre plus d'indépendance par

rapport à son oncle et aux autres tantes dont les enfants se comportent comme des héritiers naturels de son père.

A cette réunion, il fallait que tout le monde soit là. Il fallait surtout que Paul soit présent pour donner des gages de transparences et de collaboration dans tout ce qui se projetait. Olivier avait insisté que son oncle soit là et ce dernier avait promis de vite s'acquitter de son devoir de fils avec la grand-mère pour les rejoindre à temps. Depuis quatre heures qu'on l'appelle, il prétendait être en route. Il avait même rassuré qu'il était déjà dans une banlieue de Lomé et que la réunion pouvait commencer. D'ici une trentaine de minutes il serait là. Il était 17 heures, Paul était inaccessible, son téléphone probablement éteint. Les autres étaient fatigués d'attendre. Il fallait soit faire une réunion de figuration sans grande conséquence ou attendre l'arrivée de l'oncle à problème, ce qui risquait de conduire à un report de la réunion. ■

A Suivre dans le numéro 22 de LE LIBERAL

Le Briscard

## 10 conseils pour réussir aux examens Les pièges à éviter !

Que vous soyez inscrit au brevet ou au baccalauréat, la date fatidique approche... Alors que faire pour finir en beauté l'année scolaire ? Il n'y a pas de formules magiques. Chacun doit avoir ses méthodes et ses astuces. N'empêche certaines recettes fonctionnent depuis des générations. Le Libéral a recensé quelques unes pour vous.

### ● Révision générale

A trois ou quatre semaines environ des épreuves, il n'est plus vraiment temps d'entamer les révisions de fond et dans le détail. Il faut privilégier plutôt les synthèses et les résumés généraux. Les fiches pratiques sont la meilleure solution. Elles permettent de tout passer en revue plus rapidement.

### ● Se mettre en situation d'examen

Dans le dernier virage, il faut privilégier les exercices pratiques : dissertation de philo, explication de texte de français, sujet de maths, TP de SVT... Les exercices pratiques permettent de détecter les lacunes spécifiques qu'il est toujours temps de rattraper.

### ● Changer de sujet !

Pendant les révisions, il faut éviter de trop se fixer sur le même sujet ou la même matière trop longtemps. Le cerveau ne peut pas se concentrer indéfiniment sur la même chose : il y a un risque de "surchauffe" du cerveau et alors adieu la mémoire ! Il faut passer d'une matière à l'autre environ toutes les heures et demie.

### ● On s'aère !

Il faut aussi savoir se vider la tête sous peine d'exploser ! Donc, entre deux chapitres d'histoire, il faut intégrer des moments de pauses (les choix sont larges mais pas illimités)

### ● On fait du sport !

Le meilleur moyen d'évacuer le stress est le sport. Il faut courir, nager, taper dans un ballon... Il faut impérativement trouver un moyen pour exprimer et évacuer physiquement les tensions.

### ● Ne pas se couper du monde !

Ca ne sert à rien de s'enfermer pendant plusieurs semaines dans sa tanière ! Il faut savoir s'offrir se ménager des moments entre copains pour discuter de tout et de rien (et surtout pas des cours et des exams !).

### ● Change-toi les idées !

### ● Ne jamais paniquer !

Ca y est, vous voilà devant votre copie. Sauf que c'est le vide intégral ! Vous ne vous souvenez d'aucune formule mathématique, vos références et citations de philo vous fuient... Bref, c'est le trou noir, la méga cata ! Pas de panique : ce genre de blocage peut arriver. Il faut respirer profondément pour se calmer, se concentrer pour visualiser vos fiches de révision et tout devrait vous revenir vite. Si c'est quelque chose que vous maîtrisez, il n'y a

aucune raison pour que vous l'avez oubliée dans la nuit !

Si jamais vous bloquez vraiment sur un exercice, passez au suivant plutôt que de vous prendre la tête. Vous pourrez toujours revenir dessus à la fin, et ça vous évitera de perdre du temps

### ● Le bachotage de dernière minute

Plus que quelques heures avant la première épreuve et vous êtes encore en train de réviser ! Arrêtez tout ! Ca ne sert strictement à rien. Si vous n'avez pas correctement appris vos cours, ce ne sont pas quelques relectures à la va-vite qui vont vous aider...

Bien au contraire, vous risquez plutôt de vous embrouiller l'esprit et de tout mélanger

### ● Les excès en tout genre

Les examens, c'est un peu comme une compétition sportive. Il faut se préparer physiquement et donc éviter les excès pour que le corps suive et supporte le rythme qu'on lui impose. Le sommeil est hyper important pour que le corps et l'esprit récupèrent. Donc il faut veiller à bien dormir, 8 heures en moyenne chaque nuit.

Bilan : on bannit les soirées pour fêter la fin de l'année ou encore la cure de café/thé/. Il faut faire attention à bien manger équilibré (quand on peut), léger et à heures fixes et adopter une hygiène de vie saine pour ne pas flancher le jour ! ■

## Musique Eustache K'mouna au Festival de Musique de Pointe Noire



L'artiste de la Chanson togolaise Eustache K'Mouna était sur scène le vendredi dernier au Centre Culturel Dényigban à Lomé. C'est un concert qui s'inscrit dans le cadre de la relance de la carrière de cet artiste plein de talents. Il marque le début du programme de la promotion qui vise la relance du deuxième album du célèbre guitariste aux doigts magiques, album sorti en 2009 mais qui n'avait pas connu le succès escompté. C'est notamment le répertoire de cet album qui a été exposé aux fans venus le soutenir. Ces fans ont aussi eu le privilège d'avoir savouré en exclusivité quelques nouvelles chansons qui figureront sur le prochain album d'Eustache.

A la recherche d'une autre formule, d'une autre stratégie qui vise à mettre son identité dans la musique qu'il fait, Eustache a donc jugé bon de relancer son deuxième album à

travers une campagne de promotion. Le but est d'arriver à convaincre un mécène qui pourra l'accompagner dans sa carrière puisque jusque là l'artiste évolue en solo malgré ses performances qui commencent par avoir des échos favorables à l'international. C'est grâce d'ailleurs à cette percée que l'artiste et son staff s'envolent dans les heures qui viennent pour un festival de musique à Pointe Noire au Congo. Le festival débute le 30 mai. Le concert du vendredi dernier est un concert de mise à niveau pour pouvoir mieux affronter le public congolais.

A Pointe Noire, Eustache K'Mouna sera accompagné par un percussionniste qui l'aidera à présenter une musique aux sonorités strictement personnelles que lui-même dénomme « musique de recherche ». Il promet de ne ménager aucun effort pour faire honorer les couleurs togolaises à travers le mélange musical togolais fait de Kamou, d'Agbadja, de bobobo et bien d'autres encore. Avec sa capacité de chanter en Français, en Mina, en Anglais, en Kabyè notamment couplée de son sens humoristique de traitement des thèmes de ses chansons, Eustache est un artiste plein sur scène qui mérite encouragements et accompagnement. ■

BRHOOM Kwamé

## Proche Orient Barack Obama se frotte au conflit israélo-palestinien et s'y pique

Vendredi 20 mai 2011, le Premier Ministre de l'Etat d'Israël Benjamin Netanyahu était en visite à la Maison Blanche, reçu par le Président Barack Obama. Au menu des discussions, naturellement la crise israélo-palestinienne.

Le dossier israélo-palestinien a été au cœur des préoccupations de tous les présidents américains. De Harry Truman en passant par Kennedy, Jimmy Carter, Clinton, Bush père et fils, chacun a eu à gérer à sa manière cette crise. Mais la ligne de conduite de la politique étrangère américaine n'a pas beaucoup varié. Elle a toujours reposé sur le soutien indéfectible des USA à l'Etat hébreu.

Mais avec l'arrivée d'Obama à la maison blanche en 2008, on a assisté à un léger infléchissement de la position américaine. Tant bien que mal, le Président américain était en passe de se démarquer de ses prédécesseurs en faisant des pressions sur l'Etat juif. On se souvient notamment du sermon fait au Gouvernement israélien par l'administration Obama sur la construction de près de 1600 logements à Jérusalem-Est en mars 2010, pressions qui ont atteint leur point culminant avec la récente visite du chef du Gouvernement israélien au cours de laquelle Obama a fait part de son intention de voir l'Etat hébreu revenir aux frontières de 1967 qu'il a conquises après la guerre des 6 jours.



La demande formulée est légitime car il s'agirait d'un retour à la légalité internationale selon la Résolution 181 du 29 novembre 1947 des Nations Unies consacrant le partage des deux Etats.

Sans surprise, l'hôte de la maison blanche du 20 mai a opposé une fin de non-recevoir catégorique au Président américain en affirmant qu'il serait illusoire de penser que le Gouvernement israélien reviendrait aux frontières pré-1967.

Divergences de vue donc entre Benyamin Netanyahu et Barack Obama.

Trois jours après l'annonce du souhait d'Obama de revenir aux frontières de 1967, le réalisme semble avoir pris le pas sur l'idéalisme d'autant plus que dans un discours le week-end dernier à

Washington, il s'est ravisé en présentant sa demande non comme une exigence péremptoire ; sur un ton beaucoup plus accommodant il a concédé que le sort d'un Etat palestinien aux frontières homogènes dépendra des négociations entre les deux parties.

Les lobbies pro-israéliens sont-ils encore passés par là ?

Tout porte à le croire, car depuis qu'il a évoqué la question des frontières pré-1967, Barack Obama a provoqué une certaine irritation au sein d'une grande partie des démocrates et dans la droite républicaine.

Dans la perspective de la présidentielle de 2012 aux Etats-Unis Obama était bien obligé de faire machine arrière et tout porte à croire que l'apôtre du « yes we can » aura du mal à changer la donne au Proche-Orient.

Comme ces prédécesseurs, il va tomber dans les chemins tortueux des négociations de paix qui vraisemblablement sont plutôt un moyen de changer psychologiquement le climat dans une région en proie au conflit permanent plutôt que de faire bouger les lignes de ce vieux conflit.

Les enjeux des territoires occupés sont trop énormes pour l'Etat d'Israélien.

Si les violons semblent être accordés sur la Cisjordanie où l'Etat palestinien est prêt à se retirer à 95%, les positions

semblent immuables sur le plateau du Golan alimentant le lac de Tibériade et qui fournit à lui tout seul 40 % de l'eau potable d'Israël. Il en va de même de Jérusalem, ville sainte et pleine de symbolisme au plan religieux et historique et qui est revendiquée par les deux protagonistes.

Dans cet imbroglio diplomatico-politique qu'est devenue la crise israélo-palestinienne un constat s'impose : les leaders palestiniens en demandant aujourd'hui le retour aux frontières de 1967 selon le plan de partage de l'ONU sont pris au piège d'autant plus que leur intransigeance à travers le rejet de la Résolution relative au partage en 1947 a contribué à radicaliser les Gouvernements israéliens de l'époque. Une reconnaissance de l'Etat hébreu à l'origine n'aurait peut-être pas conduit les autorités israéliennes à aller au-delà de ce que leur accordait le droit international, quoique c'était leur préoccupation fondamentale. En tout cas, l'intransigeance des nations arabes leur aurait servi d'alibi.

Dans le camp palestinien, les faucons se disent résolus à obtenir la reconnaissance de leur Etat en septembre. Selon quelle ligne de démarcation ? La prochaine assemblée générale des Nations Unies en septembre s'annonce houleuse. ■

E.Dieudonné

## Real Madrid L'envie de conserver Adébayor se précise



C'est ce à quoi on s'achemine dans les prochains jours de la part des dirigeants du club lombard. Alors que des informations ont circulé ces dernières semaines sur la non-conservation de l'ancien capitaine des Eperviers, le Real Madrid a une nouvelle fois manifesté son envie de conserver le joueur. Cette acceptation du Real Madrid de conserver le joueur togolais est intervenue après un entretien entre l'agent du joueur et les dirigeants du club. Comme condition il est demandé à Manchester City de revoir le coût de l'option d'achat. Mais au terme de cette rencontre, Adébayor et son agent ont fait état de ce que les dirigeants madrilènes ont continué cette aventure

qui a commencé en janvier dernier. Mais seulement que si ces deux parties ont accordé partiellement leur violon, le dernier mot revient à Manchester City. Le club anglais reste propriétaire du joueur et doit revoir ses prétentions pour la libération d'Adébayor à la baisse. On se souvient que le club citizen avait donné pour valeur à l'option d'achat, la somme de 16 millions d'euros. Une somme que les dirigeants du club espagnol trouvent exorbitant dans la mesure où, le salaire annuel du joueur, n'est pas moindre. Adébayor perçoit 2,1 millions d'euros par an. L'avenir madrilène du natif de Lomé reste donc lié à la décision que les dirigeants du club citizen prendront. Il faut dire qu'en cas d'acceptation de Manchester City de revoir cette option d'achat la baisse, le Real peut se décider à oublier complètement le dossier Kun Agüero dans lequel les Merengues éprouvent des difficultés pour faire plier l'Atletico Madrid. Mais rien ne promet une telle décision vu que les 16 millions d'euros déjà fixés sont bien en deçà des 35 millions d'euros déboursés pour arracher Adébayor des mains d'Arsenal à l'été 2009. L'autre paire de manche dans cette affaire est la qualification de Manchester City pour la Champion's League. Les dirigeants citizen comptent renforcer le club avec des joueurs habitués de la compétition pour ne pas faire une piètre figure. S'ils échouent dans leur tentative de recruter Cristiano Ronaldo qui convoitent au Real, ils peuvent alors décider de récupérer Adébayor qui reste avant tout leur joueur. Une option moins envisagée. ■

B.K.

## La première erreur du président Ouattara



C'est sur les médias français à savoir RFI et France 24 que les ivoiriens ont appris de la bouche de leur nouveau Président fraîchement investi que Guillaume SORO sera reconduit à son poste de Premier Ministre. Si la décision en elle-même était attendue compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'accession d'ADO au pouvoir, le choix des médias français pour annoncer une telle nouvelle n'a pas aidé à dissiper l'image du « Président de l'extérieur » dont certains l'affublent. Le malaise a été

d'autant durement ressenti que ces mêmes chaînes étrangères avaient eu la primeur de la proclamation des résultats de la présidentielle par la Commission Electorale Indépendante (CEI). Personne ne lui en a tenu rigueur à l'époque, les médias officiels étant encore sous le contrôle des partisans de Laurent Gbagbo. Lors de son discours d'investiture, le nouvel homme fort de la Côte d'Ivoire a mis en avant le Président français Nicolas SARKOZY avant de penser au Président en exercice de l'Union Africaine et autres chefs d'Etat arrivés pour la circonstance. Tous ces détails qui à première vue semblent anodins risquent de s'accumuler pour donner de la Côte d'Ivoire l'image d'un pays trop « extraverti ». Et cette perception pourrait faire le lit du nationalisme à l'ivoirienne qui a tenu en haleine toute la communauté internationale depuis une décennie. ■

Fab

# TOGO CELLULAIRE

## BAISSE SES TARIFS



Un grand saut  
vers plus de liberté

Profil	Tarifs TTC/minute*	
	ANCIENS	NOUVEAUX
PRIVILÈGE	<del>90F</del>	85F
CLASSIQUE	<del>115F</del>	90F
JEUNE	<del>145F</del>	115F

-40% les dimanches et jours fériés

\*APPELS TOGOCEL VERS TOGOCEL



LE LEADER